

3EME CONFERENCE DES AMBASSADEURS
Discours de SEM Alassane Ouattara,
Président de la République
Jeudi 23 avril 2015

- Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Madame et messieurs les Présidents d'Institutions ;
- Messieurs les Ministres d'Etat ;
- Mesdames et Messieurs les Ministres ;
- Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs.
- Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques et Consulaires de Côte d'Ivoire;
- Mesdames et Messieurs,

C'est avec beaucoup de plaisir que je préside cette cérémonie d'ouverture de la 3^{ème} Conférence des Ambassadeurs de Côte d'Ivoire, qui se tient treize ans après la dernière, organisée en août 2002.

En renouant avec cette tradition, je souhaite que la Conférence des Ambassadeurs devienne un rendez-vous régulier et un moment d'échange avec vous, les Ambassadeurs, et avec tous nos concitoyens.

Je me réjouis de la pertinence du thème de cette conférence à savoir : « la Contribution de la réforme de l'Outil Diplomatique à la réalisation de l'Emergence de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020 ». Ce thème s'inscrit parfaitement dans la nécessaire contribution que chaque secteur doit apporter à la réalisation de notre ambition de développement.

Je voudrais rendre hommage au Premier Ministre Daniel Kablan Duncan, pour l'intense activité qu'il a déployée en tant que Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, afin de regagner la confiance de nos partenaires. Je le félicite pour les réformes qu'il a initiées ainsi que sa contribution à la mise en œuvre de ma vision de la diplomatie économique.

Je voudrais également féliciter le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères, Charles Koffi Diby, pour la portée des réformes engagées ainsi que pour sa détermination à moderniser notre outil diplomatique, pour le rendre plus efficace et plus rayonnant aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La Conférence des Ambassadeurs constitue un moment privilégié, pour échanger sur le rôle que doit jouer la Côte d'Ivoire sur la scène internationale.

Elle nous donne également l'occasion de définir nos priorités et nos objectifs stratégiques en matière de politique étrangère. Ceux-ci doivent être en adéquation avec les moyens dont nous disposons, compte tenu des nombreuses attentes de nos concitoyens.

Ainsi, à l'issue de ces échanges, vous regagnerez vos circonscriptions diplomatiques, bien informés des priorités du gouvernement et de ses positions sur les grandes questions du moment.

Depuis mon accession à la magistrature suprême, notre diplomatie a beaucoup évolué. A cet effet, j'ai effectué de nombreux déplacements à l'extérieur, pour repositionner notre pays et lui redonner la place qu'il mérite dans le concert des nations. Cette démarche a porté ses fruits, car la Côte d'Ivoire est à nouveau entendue, écoutée et respectée dans les fora internationaux.

Mesdames et Messieurs,

Cette 3ème Conférence des Ambassadeurs se tient dans un contexte international particulier, marqué par l'insécurité et la barbarie dues au terrorisme, et par la fragilité de l'économie mondiale.

Cette perception marque profondément notre action diplomatique à tous les niveaux et sur tous les théâtres.

En Afrique, le dynamisme de la croissance économique, dont le taux moyen annuel est d'environ 5% depuis plus d'une décennie, présage enfin du décollage et du développement de notre continent. Celui-ci est en effet devenu attractif aux investissements, donc plus dynamique au plan diplomatique. D'ailleurs, l'on constate que la plupart des grands pays ont institué un sommet avec l'Afrique.

Malheureusement, la multiplication des attentats terroristes et la prolifération des mouvements djihadistes, viennent nous rappeler combien ces progrès sont fragiles et réversibles.

A cet égard, je voudrais profiter de cette tribune pour condamner, avec la plus grande fermeté, l'odieux massacre des 148 étudiants de l'Université de GARISSA, au Kenya, par des terroristes du groupe Al-Shebab. Je renouvèle ma compassion et celle de la Nation Ivoirienne aux familles des victimes.

Les attaques sanglantes de Boko Haram menacent désormais l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest ; elles pourraient à terme ralentir et fragiliser notre espace communautaire. La présence du groupe terroriste Etat Islamique en Libye, et ses liens avérés avec les groupuscules terroristes africains, dessinent les contours d'une menace durable sur le continent.

Face à cette situation sécuritaire grave, seule la solidarité entre nos Etats nous permettra de venir à bout de ce fléau. Cependant, l'Afrique doit être soutenue dans ce combat essentiel contre le terrorisme. Elle doit bénéficier de l'appui de ses alliés, notamment l'Europe, les Etats-Unis et le Conseil de sécurité des Nations Unies.

La communauté internationale doit résolument s'attaquer aux circuits financiers terroristes. J'invite le G20 à les démanteler, comme il s'y est engagé. J'ai évoqué cette question récemment avec le Président turc, RECEP TAYYIP ERDOGAN, dont le pays assure la Présidence du G20. Elle sera à l'ordre du jour du prochain Sommet du G20 prévu en novembre 2015.

Au plan national, notre pays poursuit sa mise aux normes internationales en matière de lutte contre le terrorisme et la piraterie maritime. C'est dans ce cadre que le Gouvernement a approuvé le 18 février 2015, un projet de loi réprimant toutes les actions liées au terrorisme, ainsi que l'apologie du terrorisme. Il s'agit de rassurer

nos compatriotes sur la capacité de notre pays à anticiper la menace terroriste et à la traiter dans le strict respect des droits de l'homme.

Notre pays doit porter l'idéal d'intégration africaine et prôner partout, les vertus de la démocratie et de la paix. J'accorde donc une importance particulière au rôle que notre pays doit jouer au niveau de l'Union Africaine. Je vous encourage à faire avancer les causes qui nous tiennent à cœur, telle que l'apatridie, la paix et la sécurité.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Dans mon discours d'acceptation de la Présidence de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO en 2012, j'avais réaffirmé ma foi en l'intégration régionale. Grâce à la volonté politique et à la détermination de chacun de mes pairs, nous avons pu, en deux années, parachever la construction du marché commun et renforcer la crédibilité de notre organisation régionale.

Nous ne devons pas nous arrêter en si bon chemin ; il nous faut désormais relever les autres défis que sont, les infrastructures routières, sanitaires, scolaires, universitaires et les logements sociaux ; mais aussi l'emploi des jeunes.

Face aux nouvelles menaces transrégionales, la CEDEAO et la CEEAC doivent approfondir et élargir leur coopération, au-delà des questions sécuritaires ponctuelles.

Il s'agit là d'un chantier énorme que j'assigne à notre diplomatie, qui devra en faire sa nouvelle ambition. Je voudrais ici rendre un hommage particulier aux pays frères du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Nigeria, pour leur mobilisation contre Boko haram.

Dans le même élan de solidarité, nous devons aller plus loin et envisager la création d'un vaste ensemble de prospérité partagée, fondée sur le potentiel économique et humain extraordinaire de nos communautés régionales.

La solidarité régionale et la solidité des liens qui unissent nos pays ont été mis à contribution dans le cadre du soutien aux pays frères du Libéria, de la Guinée et de la Sierra Leone, durement frappés par l'épidémie de fièvre à virus Ebola. Il s'agit d'une terrible catastrophe humanitaire pour notre région. Même si la Côte d'Ivoire n'a pas été affectée, en raison des mesures préventives appropriées que nous avons prises, nous avons un devoir de solidarité vis à vis des pays et des peuples touchés.

Le monde doit également tirer les leçons de cette épidémie qui n'a épargné aucun continent. Il devra adopter des mécanismes qui permettront aux populations du Sud de bénéficier en urgence et à titre humanitaire, des meilleurs traitements disponibles.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Notre action diplomatique aux Nations Unies a été efficace et payante. En effet, le Conseil de sécurité a levé intégralement par, sa résolution 2153 (2014), l'embargo

sur les diamants bruts ; il a aussi assoupli considérablement les dispositions relatives aux armes létales.

Ces évolutions reflètent la qualité de nos relations avec le Conseil de sécurité des Nations Unies et traduisent surtout l'acceptation, par nos partenaires, de la normalisation définitive de la situation de notre pays.

La Côte d'Ivoire n'a pas vocation à demeurer sous embargo plus longtemps. Nous demanderons donc la levée de l'embargo au lendemain de l'élection présidentielle d'octobre prochain ; ceci en raison de l'excellente exécution du programme de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR) et celui de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), dont les taux de réalisation, 78% pour le DDR et 90% pour ce qui concerne les réformes urgentes de la RSS, sont les plus élevés du continent.

Le Conseil de sécurité devra également poursuivre la réduction des effectifs de l'ONUCI, afin que le retrait total de ses contingents soit effectif au début de l'année 2017. Notre Mission auprès des Nations Unies devra veiller à la réalisation de ces deux objectifs majeurs.

En septembre 2014, aux Nations Unies, j'avais appelé à la conclusion d'un Accord sur le climat, à l'occasion de la Conférence de Paris prévue en décembre prochain. Cet Accord est indispensable. En effet, les changements climatiques liés au réchauffement planétaire font peser sur notre monde une menace sans précédent, qui ne doit laisser aucun pays insensible.

L'industrialisation que je veux pour notre pays dans les prochaines années, doit être non polluante, grâce aux normes que nous ferons respecter à nos partenaires.

De plus, nous devons, au plan énergétique, rééquilibrer le Mixe énergétique en faveur des énergies renouvelables.

L'Afrique subira gravement les effets du réchauffement climatique, si des ressources du Fonds Climat vert ne lui sont pas garantis en priorité.

Je vous invite donc à vous approprier cette question et à préparer notre diplomatie aux difficiles négociations qui vont s'engager avant et pendant la Conférence de Paris.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

J'ai entrepris de redynamiser nos relations avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Le XVème Sommet de cette organisation, tenu à Dakar au Sénégal, a été marqué par l'élection de Madame Michaëlle Jean à la tête de l'OIF, et par le formidable hommage rendu au Président Abdou Diouf pour son œuvre considérable au service des valeurs que nous avons en partage.

Afin de renforcer le rayonnement et la visibilité de notre pays, j'ai décidé de l'ouverture d'une mission permanente auprès de l'OIF.

Notre pays et la Francophonie sont liés par les valeurs de démocratie, des droits de l'homme et de solidarité. Ces valeurs nous permettent d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération dans le domaine des industries culturelles, véritable levier de richesse et de croissance économique. Notre engagement dans la Francophonie doit également profiter à notre jeunesse et à notre système éducatif.

De plus, la Côte d'Ivoire doit faire entendre sa voix dans la mise en œuvre de la Stratégie économique pour la Francophonie. Nous devons nous approprier cette grande ambition, qui définira la place de l'organisation dans nos projets de développement durable et de croissance économique inclusive.

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Notre diplomatie a su se mettre au service de notre vision économique en renforçant notre politique d'ouverture et de diversification de nos partenaires.

La nouvelle diplomatie économique doit permettre à notre pays de devenir l'une des premières puissances commerciales hors pétrole du continent et une terre attractive pour les Investissements Directs Etrangers (IDE). Elle devra pour cela accompagner, de manière efficace et structurée, le développement de nos relations commerciales avec les pays émergents, et prendre une part active dans l'essor de deux secteurs clés : le tourisme et l'industrie.

Je voudrais insister sur le secteur du tourisme, qui constitue un facteur important de croissance économique et d'emplois. La certification de la Transportation Security Administration (TSA), reconnue à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny par les Etats-Unis, nous offre l'opportunité d'ouvrir davantage notre pays au reste du monde.

Je voudrais souligner le développement impressionnant du tourisme au cours des deux (2) dernières années constatée par l'augmentation de sa contribution à la richesse nationale, qui est passée de 2% (2013) à 4,8% en 2014 ; les recettes issues de ce secteur, de l'ordre de 300 milliards FCFA en 2014, coïncide avec la réorganisation de nos représentations diplomatiques.

Je vous encourage donc à mieux défendre les atouts de la destination Ivoire dans vos pays d'accréditation, afin d'attirer davantage de touristes étrangers, dont le nombre d'environ 500 000 est largement insuffisant.

La diplomatie économique étant prioritaire pour notre pays, notre organisation doit en tenir compte. A cet égard, je me réjouis que l'organigramme du Ministère des Affaires Etrangères ait intégré l'approche thématique, pour faire de la dimension économique un élément essentiel de notre diplomatie.

Dans ce domaine, il nous faut aller plus loin, en empruntant au secteur privé son expertise et son organisation ; nous devons aussi nous inspirer des meilleurs pratiques des pays dont la diplomatie économique est la plus aboutie.

Nous devons accorder une place de choix à nos compatriotes de la diaspora, que je rencontre chaque fois que le programme de mes visites à l'étranger le permet.

Je voudrais féliciter le Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, pour le travail important qu'il accompli, afin de faire participer davantage la diaspora à la vie de la nation.

Partout où je suis passé, j'ai réalisé à quel point nos compatriotes de la diaspora représentent un potentiel humain, dont nous pouvons tirer profit pour le développement de notre pays. Nous devons davantage les faire participer aux grands projets de développement et les encourager à mobiliser leur épargne à cette fin.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

D'importantes réformes ont été menées par le Gouvernement dans le but de moderniser notre outil diplomatique et renforcer les capacités du personnel. Ces réformes commencent à porter leurs fruits. Je voudrais m'en féliciter.

L'extension de la Carte Diplomatique de la Côte d'Ivoire, par l'ouverture de nouvelles Ambassades et par les Accréditations multiples, ont permis d'accroître le taux de représentation de notre pays dans le monde ; celui-ci est passé de 47% à plus de 92%. Nous devons être présents partout où nos intérêts le commandent.

Ainsi, une nouvelle diplomatie ivoirienne est en marche. Je la veux plus proactive, plus dynamique, rajeunie et soucieuse du genre. Une diplomatie plus en phase avec les réalités et les exigences d'un monde moderne.

Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, je vous encourage à promouvoir de manière significative les femmes en les intéressant davantage aux différents métiers de la diplomatie.

Je veux également une diplomatie tournée vers la promotion de nos compatriotes dans les organisations internationales.

A propos de vos prises de positions dans les enceintes multilatérales, je souhaite qu'il soit mis fin aux déclarations unilatérales, qui ont quelques fois causé des désagréments à notre diplomatie.

Je vous demande, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs de revenir à l'orthodoxie qui consiste à recourir à « la Centrale » comme vous l'appellez, pour vous tenir constamment au fait de la position officielle de notre pays sur toutes les questions importantes.

Pour mettre en œuvre une diplomatie plus efficace, il faut des moyens financiers, techniques et humains importants.

Sans les ressources appropriées, nos Missions diplomatiques ne peuvent fonctionner efficacement et préserver l'image et la crédibilité de notre pays. Je sais combien la situation de certaines ambassades a été parfois préoccupante. Cela doit changer au plus vite.

Je demande au Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Étrangères, de tenir en marge de cette Conférence, une réunion avec le Ministre chargé de l'économie et des

finances, le Ministre chargé du Budget et l'ensemble de nos Chefs de Missions diplomatiques pour prendre les mesures suivantes :

- Dorénavant, les loyers, les frais d'assurance, la scolarité des enfants des personnels diplomatiques doivent être traités dans les mêmes conditions de régularité que les salaires.
- En second lieu, un plan d'apurement des arriérés de toutes nos ambassades doit être établi, pour éliminer tous les arriérés d'ici la fin du mois de juin au plus tard. Après la mise en œuvre de ces décisions, les dépenses de fonctionnement des représentations diplomatiques ne doivent plus souffrir de retard de paiement.
- Enfin, nous devons développer un plan de réhabilitation et de construction des chancelleries et des résidences ; ce plan sera adopté par le Conseil des Ministres en vue de rechercher les financements adéquats.

Je veillerai personnellement au suivi de toutes ces questions.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je sais combien l'application de la loi portant Statut du Corps diplomatique et son décret d'application vous tiennent à cœur. Pour mieux l'adapter aux exigences de notre diplomatie, je mettrai en place très rapidement un comité qui procédera à sa relecture et me fera des propositions.

J'ai fait ce long tour d'horizon de notre perception du monde et des priorités de notre diplomatie afin que nous puissions apprécier ensemble, la complexité et les contraintes du milieu dans lequel nous déployons notre action extérieure. Vous représentez un grand pays africain, qui a pour vocation de servir la cause de la paix et promouvoir les vertus du dialogue. C'est une lourde responsabilité, mais l'Etat sera à vos côtés pour faciliter votre mission.

Je voudrais vous renouveler mes vives félicitations pour le travail important que vous accomplissez. Je vous exhorte à poursuivre sur cette voie afin que notre pays continue de compter sur la scène internationale.

Je voudrais, pour terminer, vous redire tout l'espoir que je fonde sur les résultats de vos travaux qui, j'en suis convaincu, nous permettront de renforcer et d'améliorer notre position dans le monde.

Vive la diplomatie ivoirienne !

Vive la Côte d'Ivoire !

Je vous remercie.